Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 81 (1993)

Heft: 11

Artikel: Femmes parlementaires à Genève : le jeu de la vérité

Autor: Chaponnière, Martine / Perren, Caroline

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-280445

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Femmes parlementaires à Genève: le jeu de la vérité

Les conseillères nationales en session à Genève invitées au dialogue. Dix des trente-neuf femmes que compte le Parlement ont répondu à l'appel des Genevoises.

Ils et elles sont tous venus, tous repartis, et Genève a repris son cours normal après s'être prise, trois semaines durant, pour une petite capitale en cette session d'automne des Chambres.

Deux soirées ont été plus spécialement consacrées aux femmes parlementaires. Le 4 octobre, le Bureau genevois de l'égalité entre homme et femme et la Coordination des associations féminines s'étaient unis pour inviter les Genevoises à une «Discussion avec les parlementaires fédérales». Trois jours plus tard, c'était le Collectif genevois du 14 juin qui proposait une discussion sur le thème «Les femmes et l'engagement politique».

Ursula Hafner

Si les féministes – il n'y a pas à dire, ce sont elles qui fréquentent ce genre de manifestations – voulaient rencontrer des femmes de droite, elles auraient eu du mal à y parvenir. Les trente-neuf femmes que compte notre Parlement avaient été invitées à la discussion du Bureau de l'égalité. Se sont retrouvées à la table: 4 écologistes (sur 8), 3 démocrates chrétiennes (sur 6) et 3 socialistes (sur 13). Pas une seule radicale (sur 6), personne de l'Union démocratique du centre (3 femmes), pas une seule Romande, donc pas non plus la seule femme libérale, ni l'une ou l'autre des deux représentantes de l'Alliance des indépendants.

Quant à la réunion du Collectif 14 juin, les invitées à la table ronde étaient, pour les parlementaires fédérales, la socialiste genevoise Christiane Brunner et la Zurichoise Christine Goll, du FRAP, assimilée au groupe socialiste au Conseil national, la conseillère municipale genevoise écologiste Véronique Castella, et Stella Jegher, militante féministe, membre du parti alémanique Frauen Macht Politik (FRAP)*.

Durant les deux soirées, la place particulière des femmes démocrates chétiennes au Parlement fédéral, leur solidarité avec les autres femmes et avec les projets féministes, leur charisme et leur personnalité, souvent, ont été salués, de même que le rôle joué par les femmes de Lucerne (3 femmes PDC sur 6 viennent de ce canton, voir page suivante le portrait de Cécile Bühlmann).

D'une façon générale, pour l'une et l'autre des deux soirées, il valait la peine de braver les intempéries, malheureuse-

Margrith von Felten

ment spécialement hargneuses cette semaine-là. La réunion avec les parlementaires fédérales alémaniques a certainement laissé un bon souvenir aux femmes genevoises, de toute évidence impressionnées par les élues sous la Coupole.

La discussion s'est déroulée en petits groupes de travail, ce qui a permis de mieux faire connaissance, d'avoir un véritable échange, fait somme toute assez rare. *«Voilà ce que nous voudrions que vous fassiez pour nous»,* ont dit les Genevoises (assurance maternité, chômage, assurance accidents pour femmes au foyer, AVS, etc.), *«que pouvons-nous faire pour vous aider?»* ont-elles poursuivi. Le climat était confiant.

On a beaucoup dit que cette session d'automne des Chambres avait été «légère». Mais au soir du 4 octobre, ce sont dix femmes fatiguées qui sont arrivées presque en retard sur le podium, n'ayant pas encore dîné, devant dévorer culpabilisées devant la salle un sandwich rapide. Ce soir-là, c'était l'assurance maladie qui les avait retenues jusqu'à passé 20 heures. Dans ces conditions difficiles, les conseillères nationales ont fait bonne figure, et c'est un vrai courant de sympathie qui a passé entre elles et le public. Elles n'en ont pas moins rappelé que pour être députée au Parlement fédéral, il fallait avoir une bonne santé et... une peau d'éléphant!

Votez femme!

La soirée avec Christiane Brunner et Christine Goll comme parlementaires fédérales prit un autre ton, puisqu'il fut réellement débattu d'une question délicate: faut-il voter «femme» ou «féministe»? A notre plus grande surprise, Christiane

L'embarras des quotas

(jbw) – 4 octobre. Trois parlementaires participent au groupe de travail Femmes et politique suisse: Elisabeth Caspar-Hutter (soc., Saint-Gall), Ruth Gonseth (écol., Bâle-Campagne) et Judith Stamm (DC, Lucerne). Arrive la question des quotas.

L'initiative est défendue par Ruth Gonseth, écologiste BL, biologiste, un fils de 20 ans. Pour elle, les quotas sont le meilleur outil pour arriver à l'égalité du nombre d'hommes et de femmes dans les instances politiques. La salle semble être de son avis. La présidente de l'ADF-Genève raconte la peine qu'elle et d'autres ont eue à récolter des signatures sur la place du Molard. Les deux autres conseillères nationales ne disent rien. Finalement Judith Stamm, présidente de la Commission fédérale des questions féminines, pressée de s'exprimer, répond: *«Pour moi, le système des quotas est le dernier acte de désespoir. On y arrive.»* Elle explique la force du lobby des femmes lucernoises, tous partis confondus: pour élaborer une nouvelle constitution cantonale, elles ont obtenu une commission mixte 50% femmes, 50% hommes et ont demandé que les votes soient séparés hommes-femmes. Le peuple décidera fin novembre. A Lucerne ça bouge!

Portrait

(mc) – Entrée au Conseil national en 1991, **Cécile Bühlmann** est députée écologiste du canton de Lucerne. La jeune quarantaine, elle est représentative de ces femmes qui sont arrivées à la politique par le féminisme.

«Je me définis 100% féministe, ce fut d'ailleurs ma motivation pour «entrer en politique». J'ai toujours été membre du mouvement des femmes, et c'est là que j'ai, avec d'autres, pu faire l'analyse que le pouvoir n'était pas également partagé entre femmes et hommes. Je me suis engagée pour changer cela et il n'y a aucun thème, à mon sens, qui échappe à la problématique hommes-femmes. Je viens d'un canton assez particulier côté femmes. Le canton de Lucerne a la plus forte députation féminine (4 femmes pour 11 sièges). A Lucerne, le mouvement féministe est encore assez fort. Nous avons créé un mouvement ironiquement nommé «Les femmes doivent rester à la maison»... à tous les niveaux: Bundeshaus, Stadthaus, Rathaus! Il y a une bonne collaboration entre les femmes de différents horizons politiques. Avant même l'effet Brunner, nous avions 25% de femmes au Parlement cantonal.»

Au Parlement fédéral, Cécile Bühlmann est la coordinatrice (elle n'aime pas le mot de «présidente») du groupe des femmes parlementaires. La tâche n'est pas facile, car ce sont toujours les mêmes qui répondent «présente»: *«A chaque session, j'invite toutes les conseillères nationales autour d'un thème qui va nous occuper, mais ce ne sont que les écologistes, les socialistes et quelques démocrates chrétiennes, les Lucernoises, notamment, qui viennent.»* Rappelons peut-être que Judith Stamm, la présidente de la Commission fédérale pour les questions féminines, est aussi conseillère nationale démocrate chrétienne lucernoise...

En ce qui concerne les rapports entre Romandes et Alémaniques, Cécile Bühlmann qui, soit dit en passant, parle remarquablement bien le français, se borne à constater: *«Dans le parti écologiste, ce sont surtout les femmes alémaniques qui portent les revendications féministes.»*

Brunner, Christine Goll et Stella Jegher ont été catégoriques: il faut voter pour les femmes, même pour celles qui ne partagent pas – ni ne défendent – nos idées.

La seule qui n'était pas de cet avis était l'écologiste Véronique Castella, assez jeune en politique et très inexpérimentée en matière de féminisme: *«Soutenir toutes les femmes fait le jeu des hommes, on élit alors des femmes-alibis»,* a dit l'écologiste genevoise.

Cécile Bühlmann

Décidément, c'est le monde à l'envers. Il y eut une première période, qui dura jusqu'au début des années huitante, où les stratégies féministes visaient le soutien de toutes les femmes candidates. Et puis les féministes sont revenues sur ce principe de généralité pour donner le mot d'ordre de soutenir surtout celles – et aussi ceux – qui défendaient la cause des femmes.

Maintenant, début des années nonante, les féministes reviennent avec le mot d'ordre «votez femme» et ce sont les autres, celles qui n'ont nullement fait du féminisme un cheval de bataille, qui mettent les pieds en avant.

Il était fort intéressant d'écouter les parlementaires défendre leur point de vue. *«Nous sommes trop peu de femmes,* ont-elles dit, *c'est trop difficile, il faut absolument que nous soyons plus nombreuses. Si c'était le cas, nous nous sentirions mieux, ce serait plus sympathique, plus convivial et nous aurions plus de poids.»* Christiane Brunner, en tant que seule femme du canton de Genève, sait de quoi elle parle.

La soirée nous a ébranlées. Devons-nous vraiment, pour soutenir celles qui défendent la cause des femmes, voter pour celles dont il nous semble parfois qu'elles la démolissent plutôt? La question reste ouverte et l'expérience de solitude décrite par les parlementaires femmes donne en tout cas tout son sens au dossier des quotas.

Martine Chaponnière
avec la collaboration de Caroline Perren

*Le FRAP est un parti de femmes – féministe et à gauche de l'échiquier politique – essentiellement implanté à Zurich où il a quelques sièges au Conseil municipal et au Grand Conseil.

Initiative fédérale

Pour une représentation équitable

(sk) – Les femmes veulent être représentées équitablement dans les autorités fédérales. C'est ce que proclame l'initiative dite du 3 mars, née au lendemain de la non-élection de Christiane Brunner. Le texte officiel demande une modification de la Constitution fédérale. Le principe général est introduit à l'article 4 en proposant que les femmes soient «représentées de manière équitable au sein de toutes les autorités fédérales, notamment au Conseil national, au Conseil des Etats, au Conseil fédéral et au Tribunal fédéral, compte tenu des particularités de chacune de ces institutions. La loi pourvoit à une représentation équilibrée des femmes dans les administrations, notamment dans l'administration générale de la Confédération, les régies et les hautes écoles.»

S'il s'en était tenu là, ce texte n'aurait probablement pas suscité la polémique qu'il entraîne à la récolte des signatures. C'est la suite qui retient un certain nombre de personnes à adhérer à l'idée générale de l'initiative, parce que plus rigide. Le texte prévoit en effet que, pour le Conseil national, «la différence entre le nombre de femmes et le nombre d'hommes représentant un canton ne peut être supérieur à un». Quant au Conseil des Etats, «chaque canton élit deux députés, une femme et un homme; dans les cantons partagés, chaque demi-Etat élit une députée ou un député. Le Conseil fédéral devrait être composé d'au moins trois femmes, alors que 40% des membres et membres suppléants du Tribunal fédéral devraient être féminins.»

La récolte des signatures va bon train, avec plus ou moins de succès selon les régions. Elle a commencé dès sa publication dans la *Feuille fédérale* le 21 septembre dernier. Elle devra atteindre les 100 000 signatures d'ici le 21 mars 1995.

Femmes SUISSES
ABONNEZ-VOUS! **Fr. 55.–***
POUR LE RECEVOIR CHEZ VOUS 1 année

NOM: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
N° postal et lieu: _____
J'ai eu ce journal: par une connaissance ☐ au kiosque ☐
*(AVS Fr. 48.–. Abonnement de soutien: Fr. 70.– ou plus – étranger Fr. 60.–)

A renvoyer à *Femmes suisses*, case postale 1345, 1227 Carouge